

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Septembre 2025

Faits saillants :

- **Pologne** : dégradation de la perspective de la dette souveraine par Moody's à « négative » ;
- **Hongrie** : forte croissance du secteur bancaire en 2024 ;
- **Tchéquie** : inflation en baisse à 2,5 % en août 2025 ;
- **Slovaquie** : adoption d'un 3^{ème} paquet de consolidation de 2,7 Mds EUR ;
- **Estonie** : inflation à 6,2 % en août 2025 ;
- **Lettonie** : obligation pour les entreprises publiques de reverser 90 % de leurs bénéfices à l'Etat dès 2026 ;
- **Lituanie** : croissance du PIB de 3,1 % au T2 2025 et révision de la note de crédit à A+ par Scope Ratings.

LE CHIFFRE A RETENIR

-53 % en g.a.

Baisse des flux d'IDE en Pologne
(2024)

Dossier du mois : Relations économiques et commerciales avec les Etats-Unis

L'année 2025 a débuté par des annonces retentissantes de l'administration américaine concernant de nouvelles hausses de droits de douanes. En cette rentrée, la « saga » est loin d'être close : en septembre, le département américain du commerce a révisé les droits de douanes « additionnels » applicables à certains biens importés de l'Union européenne. Plusieurs produits au cœur des échanges entre les Etats-Unis et les pays d'Europe centrale et balte ont été visés par des baisses de taux, notamment dans les secteurs automobile (alignement sur le taux dit « réciproque » général) et aéronautique (exemption des droits réciproques). Cette actualité offre l'occasion de revenir sur la nature des échanges entre la région et le partenaire américain.

Renforcées de manière continue depuis la fin des années 1990, les relations économiques et commerciales entre les deux zones sont particulièrement denses, tant en matière d'échanges de biens que de services. Le caractère privilégié de cette relation tient avant tout à la multiplication de partenariats stratégiques dans des secteurs clés pour les économies d'Europe centrale et balte. L'importance de ce lien transatlantique trouve aujourd'hui un nouvel écho, alors qu'une nouvelle donne géopolitique contribue à redessiner les équilibres du commerce international.

Pologne

Vers une nouvelle révision du PNRR polonais

Le ministère des Fonds et de la Politique régionale a été mandaté par le Conseil des ministres pour négocier une modification du PNRR polonais avec la Commission européenne. Les autorités polonaises souhaitent notamment réduire l'enveloppe d'emprunts de 5,1 Mds EUR, évoquant un délai d'utilisation trop court (août 2026). L'annulation de ces prêts pourrait réduire la dotation du Fonds pour la Sécurité et la Défense à 4,7 Mds EUR (20 Mds PLN). En outre, les autorités polonaises souhaitent utiliser une partie des subventions du PNRR pour financer des investissements jugés prioritaires (réseaux d'eau et d'assainissement ruraux, développement du biométhane, système de communication par satellite).

Dégradation de la perspective de la dette polonaise par Moody's

Moody's a maintenu la notation souveraine de la Pologne à A2/P-1, invoquant la solidité de la croissance polonaise (2,9 % en 2024), la soutenabilité de sa dette publique ainsi que la convergence systématique du niveau de revenus vers la moyenne de l'Union européenne (en 2024, le PIB PPA polonais a atteint 79 % de la moyenne de l'UE). Cependant, et à l'instar de Fitch quelques semaines avant, l'agence a dégradé la perspective de stable à négative, invoquant l'ampleur du déficit et le creusement de la dette publique dans un contexte de tensions politiques. Moody's craint, en outre, de nouvelles hausses des dépenses publiques dans les prochaines années, notamment liées au vieillissement de la population, au service de la dette, à l'effort de défense et à la pression salariale dans le secteur public.

Poursuite de la baisse de la part de l'industrie dans l'économie

À la mi-2025, le secteur industriel représentait 16,1 % de la valeur ajoutée du pays (- 3,9 points de pourcentage -pp- depuis 2020), son niveau le plus bas depuis 25 ans. En outre, l'emploi industriel a reculé de 0,8 % sur les huit premiers mois de l'année. Pour les économistes, cette évolution reflète la perte de compétitivité de l'industrie polonaise, confrontée au double défi de l'élévation des prix de l'énergie et du coût de la main-d'œuvre. Toutefois, la part de la Pologne dans la valeur ajoutée de l'industrie de l'UE27 ne cesse d'augmenter (5,1 % en 2024 contre 2,3 % en 2004). Certains analystes relativisent ainsi la portée du « déclin » industriel polonais et justifient la baisse de la part de la valeur ajoutée de l'industrie par la croissance rapide de la valeur ajoutée du secteur des services.

Chute des flux d'IDE en Pologne en 2024

La Banque centrale de Pologne (NBP) a indiqué que le flux net d'IDE polonais s'est élevé à 13,1 Mds EUR en 2024, soit une baisse de 53 % en un an. Les investisseurs étrangers ont privilégié l'industrie manufacturière, les services de support et de communication ainsi que la bancassurance, ces secteurs constituant la moitié des IDE entrants.

Ralentissement des ventes de détail

D'après le Bureau polonais des Statistiques, les ventes de détail ont augmenté de 3,1 % à prix constants en glissement annuel (g.a.) en août (-1,5 pp par rapport à juillet et -0,2 pp face au consensus de marché). Celles-ci ont progressé de 3,6 % sur les 8 premiers mois de l'année en g.a. (-0,1 pp par rapport à 2024). Les plus fortes progressions sectorielles sont l'habillement (+18,9 %), les meubles et matériels électroménagers (+13,9 %) et l'automobile (+9,4 %).

Hongrie

Révision à la baisse des prévisions de croissance 2025 par la Banque centrale

Après la révision à la baisse des perspectives de croissance par le ministère de l'économie cet été, la Banque centrale de Hongrie (MNB) a réduit sa projection de croissance pour 2025 à 0,6 % (-0,2 pp depuis juin) et anticipe désormais une inflation annuelle de 4,6 % (-0,1 pp). Le gouverneur de la Banque centrale, Mihály Varga, a justifié ces révisions par une baisse de la production agricole. La croissance devrait rebondir dès 2026, portée par la hausse des salaires réels, la consommation et la reprise des exportations grâce à la mise en service de nouvelles capacités de production. L'inflation pourrait être inférieure à 4 % (seuil de tolérance de la MNB) début 2026 et atteindre 3 % début 2027.

Forte croissance du secteur bancaire en 2024

En 2024, le secteur bancaire hongrois a affiché de solides performances, avec un bénéfice consolidé de 5,0 Mds EUR. Même si la rentabilité des fonds propres est en baisse, la plupart des établissements affichent des bénéfices en hausse, aidés notamment par la diminution de certaines charges, comme la taxe exceptionnelle sur les profits. La baisse de l'inflation a favorisé la croissance des dépôts, ce qui a permis une hausse généralisée de la taille de bilan des différents établissements. Le ratio prêts/dépôts reste inférieur à 100 % pour la plupart des banques, ce qui laisse une marge importante pour développer le crédit.

Regain d'optimisme dans l'économie hongroise

Une enquête de l'institut de recherche GKI indique une nette amélioration du climat économique en septembre. L'indice global de conjoncture a progressé de plus de 2 points, atteignant son niveau le plus élevé depuis onze mois, malgré une disparité de confiance entre les secteurs économiques. Les prévisions d'emploi des entreprises sont restées stables : 7 % prévoient d'augmenter leurs effectifs et 13 % de les réduire au cours des trois prochains mois. L'indicateur des prix, qui reflète l'évolution attendue des prix de vente, est resté stable : 19 % des entreprises envisagent d'augmenter leurs prix et 9 % de les baisser. L'indice de confiance des consommateurs a aussi progressé de 2 points, soit son plus haut niveau depuis un an.

Tchéquie

Repli de l'inflation à 2,5 % en août 2025

En août 2025, l'inflation a été de 2,5 % en g.a., légèrement inférieure à la prévision de la CNB (2,7 %), qui anticipe une inflation annuelle de 2,6 %. L'inflation sous-jacente s'élève à 2,8 %. Si les prix du gaz naturel et de l'électricité ont diminué respectivement de 8,0 % et 4,1 %, l'inflation a été portée sur l'année par la hausse des prix de l'alimentation (+4,8 %) et notamment des denrées non transformées (+7,8 %), de l'eau (+4,2 %), du chauffage (+3,3 %), des loyers (+5,7 %), et des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie (+4,8 %). L'inflation sur les produits alimentaires a été en très grande partie compensée par la baisse des prix de l'énergie, des transports (-1,1 %) et de l'habillement (-1,9 %).

Hausse de 5,3 % des salaires réels au 2^{ème} trimestre 2025

Les salaires nominaux ont progressé de 7,8 % au deuxième trimestre, soit une hausse réelle de 5,3 % en g.a.. Ils sont en hausse de 2,2 % par rapport au 1^{er} trimestre. La hausse des salaires réels est de 4,5 % au 1^{er} semestre 2025 (-0,1 pp en g.a.).

Baisse de la population tchèque au 1^{er} semestre 2025

La population tchèque, de 10,9 M, a diminué de 27 000 habitants au 1^{er} semestre 2025. Cette baisse résulte des soldes naturel et migratoire négatifs (-20 300 et -6 900). Le nombre de décès (57 700) a augmenté de 4 % en g.a. En parallèle, les naissances ont diminué de 12 % pour

atteindre 37 400. Concernant les migrations, 49 600 personnes ont immigré en Tchéquie (9 600 de moins qu'au S1 2024), tandis que 56 400 personnes ont émigré vers un pays tiers.

Slovaquie

Impact du nouveau paquet de consolidation sur les ménages et les entreprises

Le 10 septembre 2025, le ministre des Finances Ladislav Kamenický a présenté son 3^{ème} paquet de consolidation depuis sa prise de poste en octobre 2023. Celui-ci comprend 22 mesures pour un montant de 2,7 Mds EUR, ventilés entre 1,4 Md EUR de nouvelles recettes fiscales et 1,3 Md EUR de réduction des dépenses publiques. Parmi les principales mesures fiscales figurent la hausse de 1 pp des cotisations de santé (358 M EUR), la suppression de trois jours fériés (230 M EUR) et la mise en place d'une progressivité de l'impôt sur le revenu des personnes physiques au-delà de 60 000 EUR bruts / an.

Après avoir été approuvé par le gouvernement le jour même, le projet, qui sera la base du prochain projet de loi de finances 2026, a été envoyé au parlement pour examen en procédure accélérée et son détail ne devrait être connu qu'en octobre, dans le cadre du *draft budgetary plan*.

Ralentissement généralisé au 1^{er} semestre 2025

Selon les données de l'Office des statistiques, l'économie slovaque a crû de 0,7 % au 1^{er} semestre 2025 en g.a., grâce à la hausse de la consommation (+1,2 % pour la consommation des ménages et +1,7 % pour celle des administrations publiques) et malgré la baisse des investissements de 1,4 % (baisse de consommation des fonds européens). L'industrie est le secteur porteur de ce début d'année avec une croissance de 1,7 %, tirée notamment par la production automobile (+3,4 %). Les importations ont progressé plus vite que les exportations (+5,8 % contre +4,5 %). Les salaires nominaux ont augmenté de 6,9 % au 1^{er} semestre 2025 (+8,1 % par rapport au S1 2024), le salaire moyen s'établissant à 1 586 EUR. Le taux de chômage a atteint 5,3 %, en baisse de 0,1 pp en g.a., malgré la hausse du nombre de chômeurs de 1,2 % au 2^{ème} trimestre 2025 (en g.a.).

Maintien d'une inflation supérieure à 4 %

En août 2025, l'indice des prix harmonisé (IPCH) a atteint 4,4 % en g.a. (0,2 pp de moins qu'en juin et juillet). L'augmentation des prix est particulièrement importante dans les secteurs de l'éducation (+10 %), de la restauration et de l'hôtellerie (+9,3 %), ainsi que des boissons alcooliques et du tabac (+6,1 %). Il s'agit de l'inflation la plus élevée des pays du V4 selon Eurostat.

Estonie

Creusement du déficit en 2026

Le gouvernement a arrêté les grandes lignes du projet de budget 2026. Parmi elles : la hausse importante des dépenses de défense (objectif minimal de 5 % du PIB), l'annulation de la hausse prévue de 2 pp de l'impôt sur le revenu et le relèvement du seuil d'exonération à 700 EUR par individu, des hausses salariales ciblées (jusqu'à 10 %) pour l'éducation, la sécurité intérieure, la culture, et des économies sur le coût de fonctionnement de l'État. Le déficit pourrait ainsi s'élever à 4,5 % du PIB. La dette nette de l'Estonie devrait augmenter de 1,6 Md EUR l'année prochaine et atteindre 25,9 % du PIB, après avoir déjà fortement progressé au cours des cinq dernières années. Les recettes fiscales sur l'année 2025 se maintiennent à un niveau élevé : 8,8 Mds EUR perçus sur les sept premiers mois de l'année 2025, dont 1,3 Md EUR en juillet, notamment en raison de l'augmentation du taux standard de TVA de 2 pp et de la modification des barèmes de l'impôt sur le revenu.

Reprise économique en vue selon la Banque d'Estonie

La Banque d'Estonie observe des signes de reprise économique (hausse des ventes, des exportations et de la production industrielle), qui pourrait se poursuivre, portée par la baisse des taux d'intérêt et une politique budgétaire 2026 plus stimulante (exonérations fiscales, dépenses publiques en hausse). L'inflation devrait ralentir à 3 % en 2026, mais la compétitivité des entreprises reste fragile et la reprise dépendra en grande partie de la stabilité géopolitique et commerciale.

Production industrielle en baisse

La production industrielle a reculé de 5,5 % entre juin et juillet 2025, soit la plus forte contraction mensuelle de l'UE. Ce recul touche particulièrement l'électronique et les biens intermédiaires, secteurs sensibles au ralentissement de la demande extérieure. Cette tendance accentue la divergence sectorielle et pèse sur l'emploi manufacturier.

Hausse de l'inflation et des coûts salariaux

En août 2025, l'inflation HICP a atteint 6,2 % en g.a., avec des hausses marquées pour la santé (+11 %), les transports (+9,6 %) et l'alimentation (+9,4 %). La progression des salaires et des charges contribue à cette dynamique inflationniste, le coût horaire du travail ayant augmenté de 10,3 % au T2, soit un rythme supérieur à la moyenne de la zone euro.

Chômage stable et pression salariale sur le marché du travail

Le taux de chômage s'est établi à 6,3 % fin août 2025. Le gouvernement a confirmé le maintien du taux de prime d'assurance chômage à 2,4 % pour la période 2026–2029, assurant la stabilité des prélèvements salariaux. Les négociations salariales dans le secteur public se poursuivent, le gouvernement proposant une hausse de 7 à 10 % pour les enseignants, alors que les syndicats réclament plus de 20 %, ce qui fait peser un risque de conflit social si l'écart perdure.

Lettonie

Compromis au sein de la coalition sur les priorités du budget 2026

La coalition gouvernementale est parvenue, le 18 septembre, à un accord de principe sur le budget de l'État pour l'année 2026. La défense, le soutien aux familles avec enfants et l'éducation sont les priorités du prochain plan budgétaire et bénéficieront d'un financement supplémentaire à hauteur de 565,5 M EUR, dont plus de la moitié sera consacrée à la défense et à la sécurité intérieure. Ces priorités seront financées principalement par des réductions de dépenses publiques de 814 M EUR sur la période 2026–2028, dont 233 M EUR en 2026. Par ailleurs, la coalition a soutenu la proposition de l'Union des Verts et des Paysans (ZZS) de diminuer la TVA sur certains produits alimentaires de base – comme le pain, le lait, les œufs et la viande de volaille – de 21 % à 12 % sur la période du 1^{er} juillet 2026 au 30 juin 2027.

Obligation pour les entreprises publiques de verser 90 % de leurs bénéfices à l'État dès 2026

Selon le projet de budget 2026, les entreprises publiques lettones devront, sur la période 2026–2028, reverser 90 % de leurs bénéfices annuels au budget de l'État sous forme de dividendes (contre un minimum de 70 % aujourd'hui). Cette mesure vise les sociétés à capital public ou semi-public, ainsi que celles contrôlées par des organismes publics où l'État est actionnaire. Les plus grandes entreprises publiques sont particulièrement concernées : Latvenergo (énergie), Latvijas Valsts Meži (forêts), Augstsprieguma Tīkls (réseau électrique), Latvijas Loto (loterie nationale). Une évaluation détaillée de l'impact de l'augmentation du taux à 90 % sur la politique d'investissement et la stratégie à moyen terme de ces entreprises sera effectuée par la Chancellerie d'État et le ministère des Finances.

Déficit courant de 3,8 % du PIB au 1^{er} semestre 2025

Selon la Banque de Lettonie, le déficit du compte courant a atteint 749 M EUR au 1^{er} semestre 2025, soit 3,8 % du PIB. Sur le seul 2^{ème} trimestre, le déficit s'est élevé à 479 M EUR, représentant 4,5 % du PIB. La Banque de Lettonie estime que cette détérioration est due principalement à la baisse des exportations de biens. Après un début d'année relativement dynamique, celles-ci ont été freinées par une demande extérieure faible et par des fluctuations monétaires sur certains marchés.

Croissance modeste au 1^{er} semestre 2025 malgré l'élan de l'investissement

Selon le Bureau national des statistiques, le PIB de la Lettonie a progressé de 0,7 % au 1^{er} semestre 2025 en g.a.. L'investissement soutient l'économie et devrait continuer à en être le moteur dans les prochains mois. Les dépenses publiques d'investissement ont été accélérées et l'investissement privé bénéficie d'une forte croissance du crédit en raison de la baisse des taux d'intérêt. Les exportations n'ont pas progressé malgré la solidité du secteur manufacturier et des services. La consommation des ménages reste le maillon faible malgré la reprise du pouvoir d'achat depuis la mi-2024. Les économistes anticipent cependant un prochain regain de consommation grâce à la hausse des salaires réels, la robustesse du marché du travail et la croissance des dépôts dans les banques commerciales.

Lituanie

Note de crédit révisée à la hausse par Scope Ratings

Début septembre, l'agence de notation Scope Ratings a relevé la note de la Lituanie de A à A+, avec une perspective « stable ». Le dernier changement de note de la Lituanie par Scope Ratings avait eu lieu en 2021. Selon les experts de l'agence, cette révision reflète la croissance économique du pays, sa résilience aux facteurs externes et la soutenabilité de ses finances publiques. Dans son rapport, Scope Ratings met en évidence le faible niveau d'endettement de la Lituanie, parmi les plus bas au sein de l'UE.

Révision des prévisions économiques pour 2025 et 2026

Mi-septembre, le ministère des Finances et la Banque de Lituanie ont publié leurs prévisions économiques actualisées. Les deux institutions prévoient, pour 2025, une croissance légèrement inférieure à leurs estimations précédentes (Banque de Lituanie : +2,7 %, ministère des Finances : +2,6 %). En revanche, une accélération de la croissance est attendue en 2026, portée par la consommation des ménages. Cette dernière devrait être stimulée par la réforme du système de retraite – qui permettra aux salariés de retirer leurs actifs financiers du 2^{ème} pilier – ainsi que par la hausse des salaires.

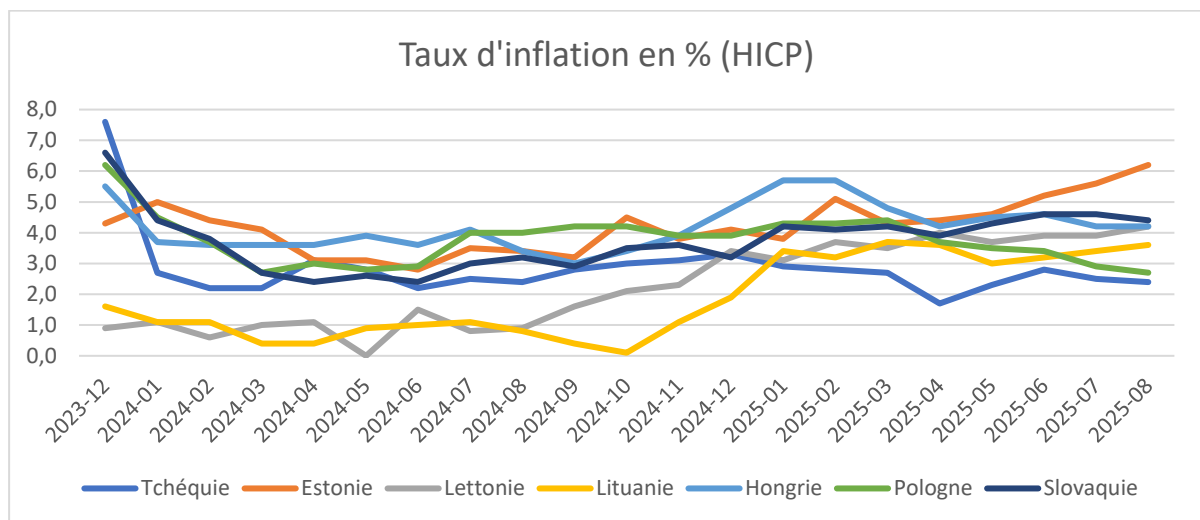
Hausse du PIB de 3,1 % au 2^{ème} trimestre 2025

Le PIB lituanien a progressé au 2^{ème} trimestre 2025 de 3,1 % en g.a. et de 0,3 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est due à la consommation des ménages et aux investissements, en progression de 2,3 % et 0,4 % par rapport au T1, alors que les dépenses de consommation des administrations publiques ont diminué de 0,6 %.

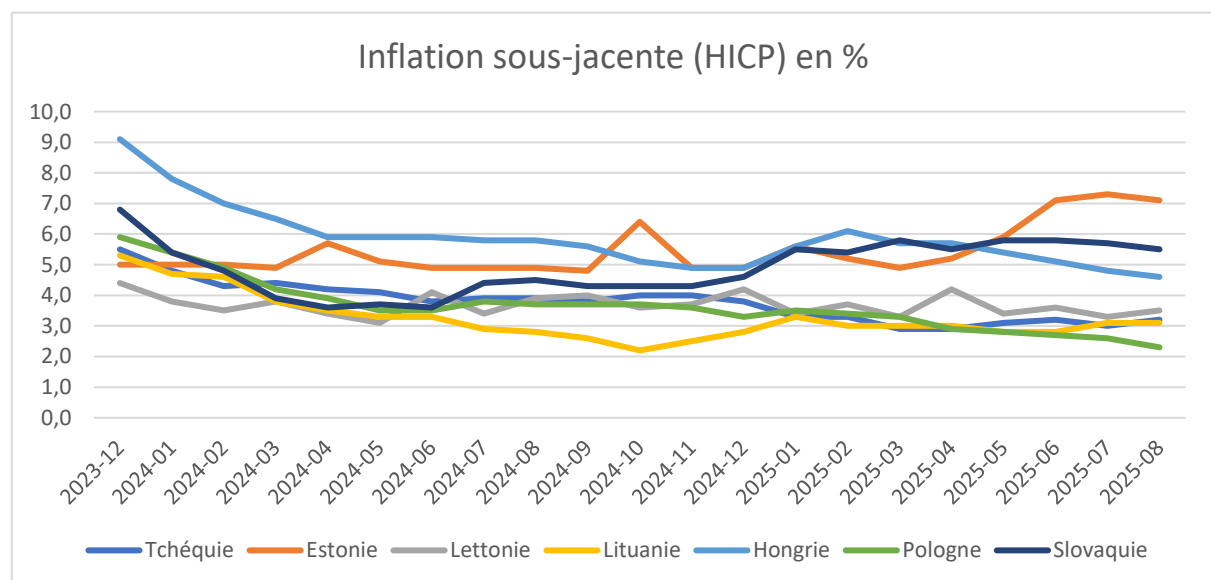
Inflation à 3,6 % en août 2025

En août 2025, l'inflation s'est élevée à 3,6 % en g.a., selon l'Agence lituanienne des données. Les hausses de prix sont particulièrement marquées dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration (+7,3 %), de l'éducation (+6,8 %) et des produits alimentaires (+6,2 %). Mi-septembre, la Banque de Lituanie a relevé à la hausse ses prévisions d'inflation et table désormais sur une augmentation des prix de 3,5 % en 2025.

Indicateurs macroéconomiques

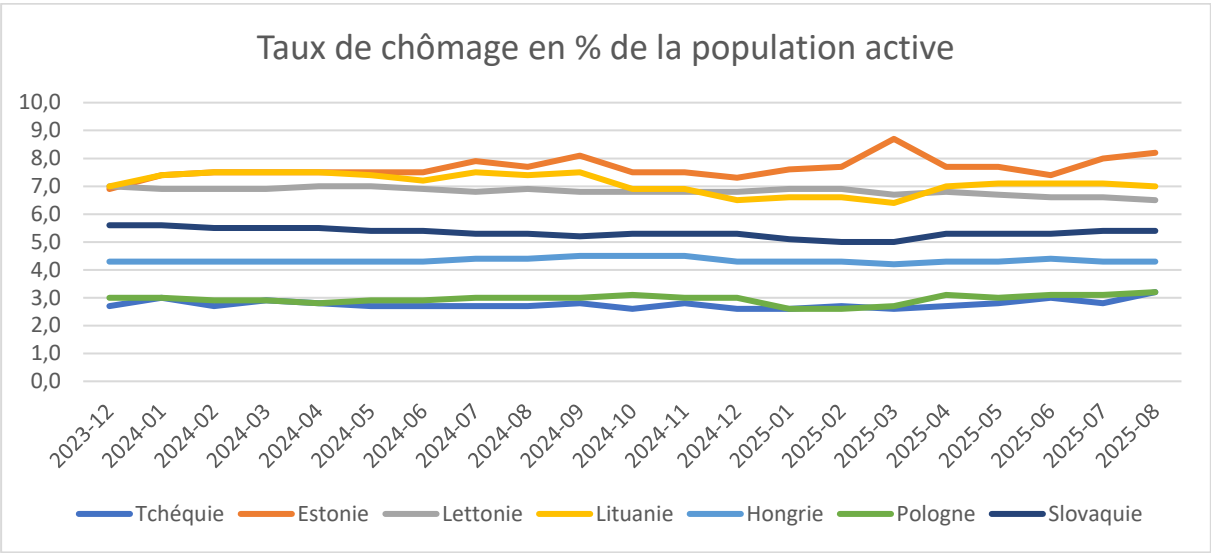


Sources : Eurostat, Centre for Economic Strategy



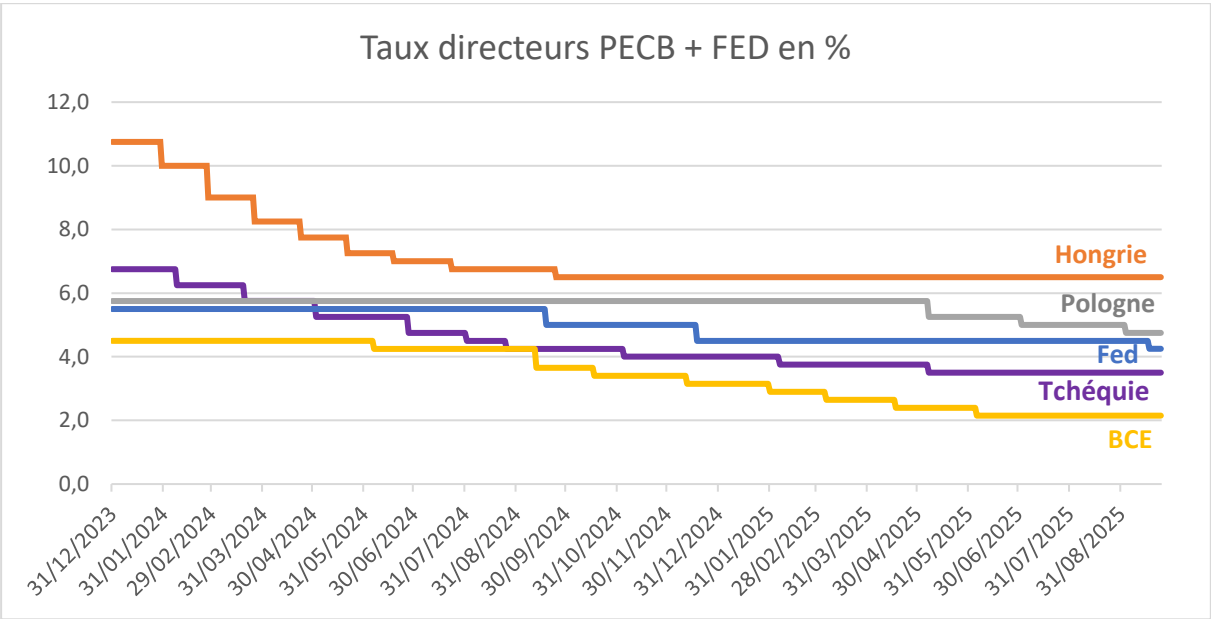
	déc-24	juin-25	juil-25	août-25
Tchéquie	3,8	3,2	3,0	3,2
Estonie	4,9	7,1	7,3	7,1
Lettonie	4,2	3,6	3,3	3,5
Lituanie	2,8	2,8	3,1	3,1
Hongrie	4,9	5,1	4,8	4,6
Pologne	3,3	2,7	2,6	2,3
Slovaquie	4,6	5,8	5,7	5,5

Source : Eurostat (données Ukraine indisponibles)



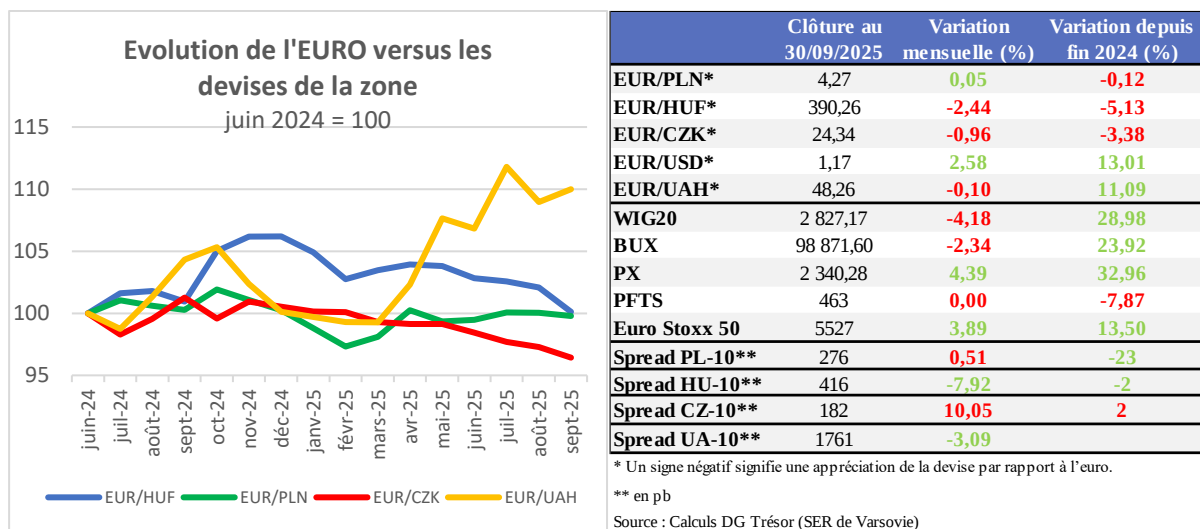
	déc-24	juin-25	juil-25	Août-25
Tchéquie	2,6	3,0	2,8	3,2
Estonie	7,3	7,4	8,0	8,2
Lettonie	6,8	6,6	6,6	6,5
Lituanie	6,5	7,1	7,1	7,0
Hongrie	4,3	4,4	4,3	4,3
Pologne	3	3,1	3,1	3,2
Slovaquie	5,3	5,3	5,4	5,4
Ukraine	14,2	12,0	11,2	15,3

Sources : Eurostat, Center for Economic Strategy



	déc-24	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
Tchéquie	4,00	3,50	3,50	3,50	3,50
Hongrie	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
Pologne	5,75	5,25	5,00	5,00	4,75
Ukraine	13,50	15,50	15,50	15,50	15,50
BCE	3,15	2,40	2,15	2,15	2,15
FED	4,50	4,50	4,50	4,50	4,25

Sources : Banques centrales nationales, BCE



	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
PIB nominal (M EUR)								
2023	748 923,40	196 639,00	317 385,80	122 918,90	38 187,80	39 372,40	73 792,80	165 320,00
2024	840 131,50	205 282,40	318 895,70	129 971,50	39 510,10	40 208,40	77 940,00	175 930,00
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)								
2023	0,1	-0,9 (p)	-0,1	1,4	-3	2,9	0,3	5,3
2024	2,9	0,5 (p)	1,1	2	-0,3	-0,4	2,7	3,5
Populations (milliers)								
2023	36 753,74 (p)	9 599,74	10 827,53	5 428,79	1 365,88	1 883 ,01	2 857,28	34 026,00
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1 374,69	1 871,89	2 885,89	33 343,00
Solde public (% PIB)								
2023	-5,3	-6,7	-3,8	-5,2	-3,1	-2,4	-0,7	-19,61
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,70
Dettes publiques brutes (% PIB)								
2023	49,5	73	42,5	55,6	20,2	44,6	37,3	82,3
2024	55,3	73,5	43,6	59,3	23,6	46,8	38,2	89,8
Solde du compte courant (% PIB)								
2023	1,8	0,3	-0,1	-0,9	-1,7	-3,9	1,1	-5,4
2024	0,2	2,2	1,8	-2,8	-1,1	-2,1	2,5	-7,0

Sources : Eurostat, FMI

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois :

Relations économiques et commerciales avec les Etats-Unis

L'année 2025 a débuté par des annonces retentissantes de l'administration américaine concernant de nouvelles hausses des droits de douanes. En cette rentrée, la « saga » est loin d'être close : en septembre, le département américain du commerce a révisé les droits de douanes « additionnels » applicables à certains biens importés de l'Union européenne. Plusieurs produits au cœur des échanges entre les Etats-Unis et les pays d'Europe centrale et balte ont été visés par des baisses de taux, notamment dans les secteurs automobile (alignement sur le taux dit « réciproque » général) et aéronautique (exemption des droits réciproques).

Cette actualité offre l'occasion de revenir sur la nature des échanges entre la région et le partenaire américain.

Renforcées de manière continue depuis la fin des années 1990, les relations économiques et commerciales entre les deux zones sont particulièrement denses, tant en matière d'échanges de biens que de services. Le caractère privilégié de cette relation tient avant tout à la multiplication de partenariats stratégiques dans des secteurs clés pour les économies d'Europe centrale et balte. L'importance de ce lien transatlantique trouve aujourd'hui un nouvel écho, alors qu'une nouvelle donne géopolitique contribue à redessiner les équilibres du commerce international.

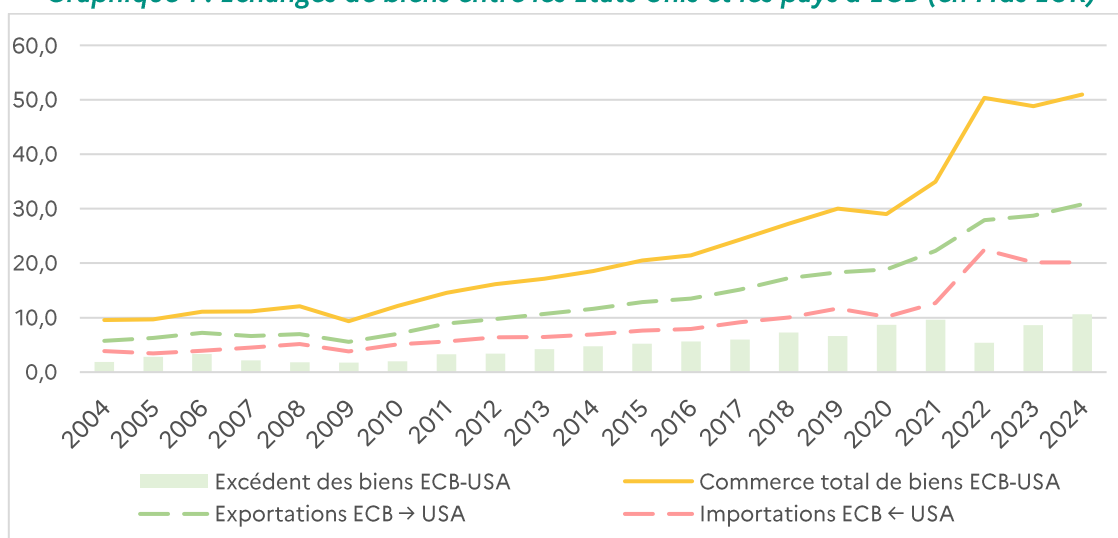
1. Commerce de biens

1.1. Principaux agrégats des échanges de biens

En 2024, les Etats-Unis ont échangé 51 Mds EUR de biens avec les pays d'Europe centrale et balte¹ (ECB), en premier lieu avec la Pologne (47 % du total), la Tchéquie (20 %), la Hongrie (13 %), la Slovaquie (10 %) puis avec les Etats baltes (Lituanie : 7 %, Estonie : 2 %, Lettonie : 1,4 %). Ces flux sont en progression quasi-continue depuis 2004, à l'exception de baisses en valeur observées en 2009, 2020 et 2023.

Les exportations de la région vers les Etats-Unis (30,8 Mds EUR en 2024) dépassent structurellement les importations (20,2 Mds EUR), soit un excédent de +10,6 Mds EUR (participant à celui de l'UE : +198,2 Mds EUR) et un taux de couverture des biens de l'Europe centrale et balte vis-à-vis des Etats-Unis nettement positif (153 %) — **graphique 1**. Seule la Pologne présente un léger déficit (96 %), tandis que la Slovaquie dégage un excédent marqué (584 %), tiré par les exportations automobiles.

Graphique 1 : Echanges de biens entre les Etats-Unis et les pays d'ECB (en Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

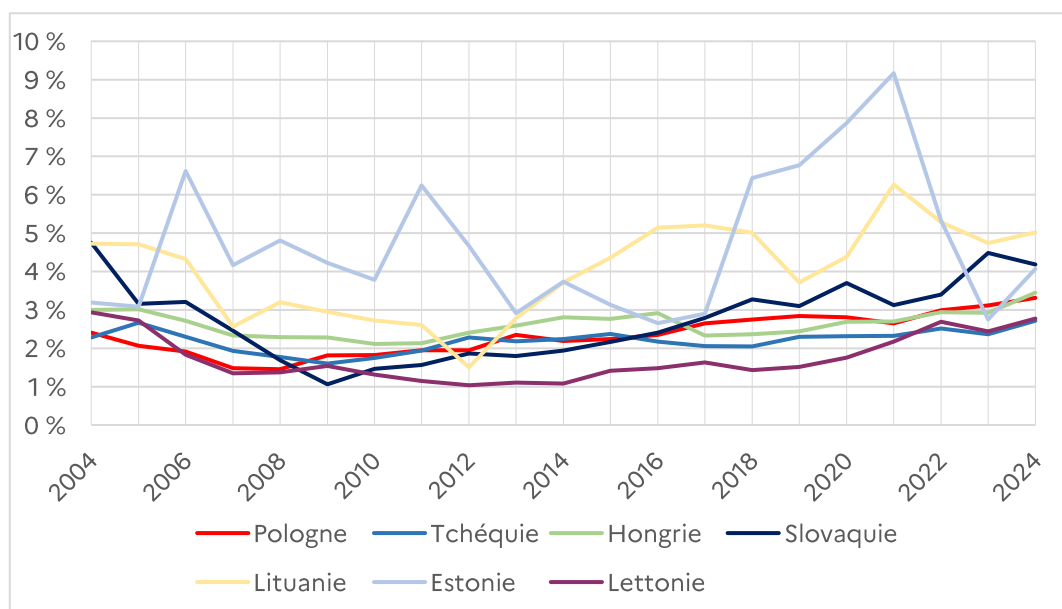
L'exposition des économies de la région à l'offre et à la demande américaines reste nettement inférieure à la moyenne européenne. Les Etats-Unis ne représentent que 2,8 % du commerce total de biens de la région, laquelle échange davantage avec l'UE (73,7 %) et la Chine (4,9 %).

En 2024, les Etats-Unis représentaient 2,3 % des importations et 3,3 % des exportations de la zone, des parts modestes comparées à celles observées pour l'ensemble de l'UE (13,7 % des importations et 20,6 % des exportations).

En matière d'exportations — **graphique 2**, la Lituanie (5,0 %), la Slovaquie (4,2 %) et l'Estonie (4,1 %) apparaissent comme les plus exposées à la demande américaine.

¹ La mention « pays d'Europe centrale et balte » ou « ECB » renvoie à la zone suivante : Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Tchéquie.

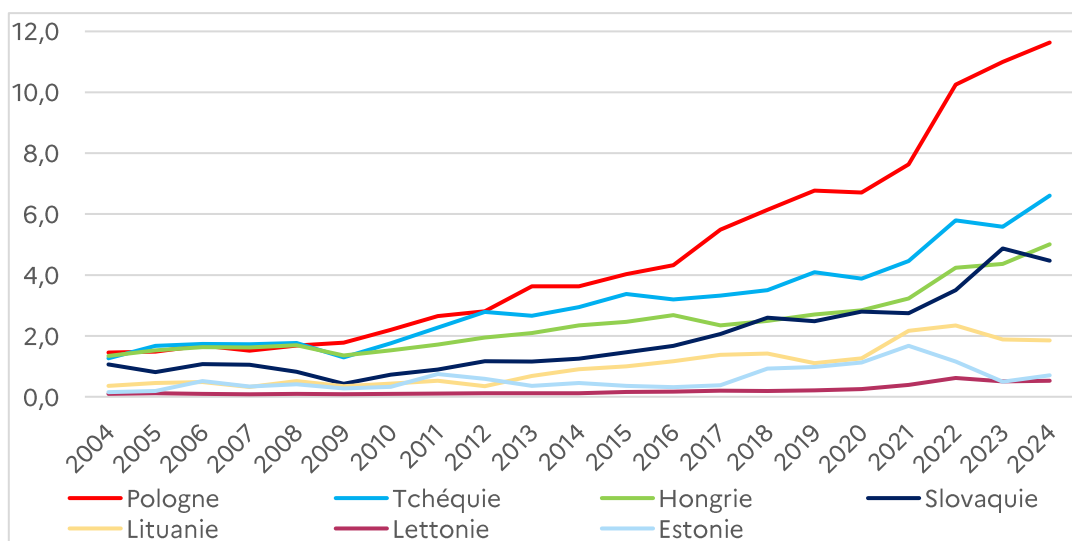
Graphique 2 : Part des Etats-Unis dans les exportations de biens des pays d'ECB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

En 20 ans, ce débouché commercial s'est renforcé alors que les exportations des pays d'ECB sont passées de 5,7 Mds EUR en 2004 à 11,6 Mds EUR en 2014, puis à 30,8 Mds EUR en 2024, soit une multiplication par plus de 5 en vingt ans. Cette dynamique est particulièrement marquée pour la Pologne, dont les ventes vers le marché américain ont été multipliées par 8 sur la même période, passées de 1,45 Md EUR en 2004 à 11,6 Mds EUR en 2024 — **graphique 3**.

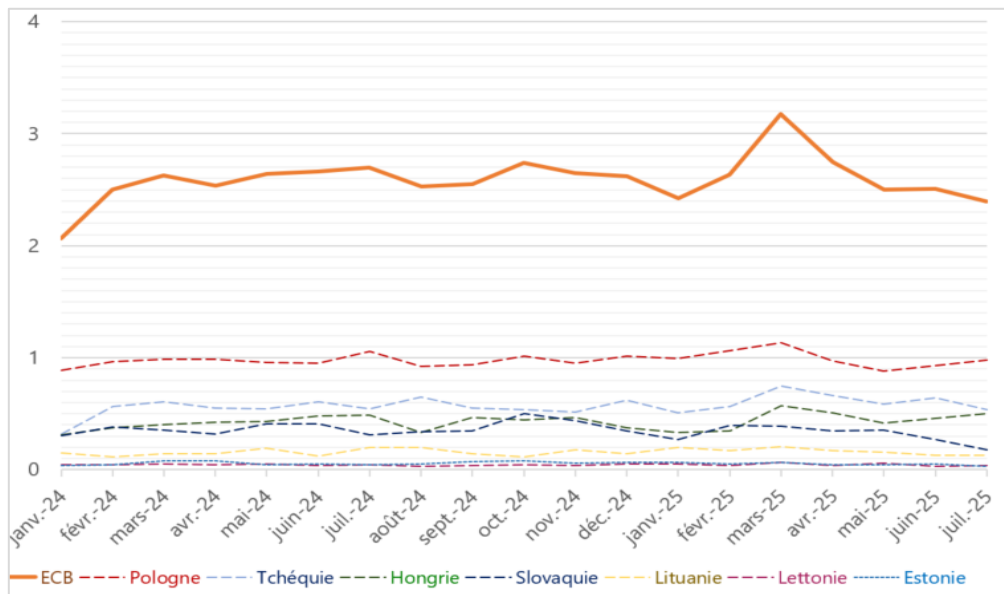
Graphique 3 : Exportations de biens des pays d'ECB à destination des Etats-Unis (en Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

A très court terme, on peut s'interroger sur la sensibilité des exportations des pays d'ECB aux annonces relatives aux droits de douane des Etats-Unis à l'encontre de l'Union européenne. Ainsi, on observe une hausse des exportations au premier trimestre de l'année 2025, en anticipation du « **Libertation Day** », c'est-à-dire la date annoncée d'entrée en vigueur de hausses de droits de douane (2 avril), notamment l'introduction de droits de douanes sectoriels de 25 % sur les véhicules automobiles et les pièces détachées — **graphique 4**.

**Graphique 4 : Exportations mensuelles des pays d'ECB à destination des Etats-Unis
(en Mds EUR)**

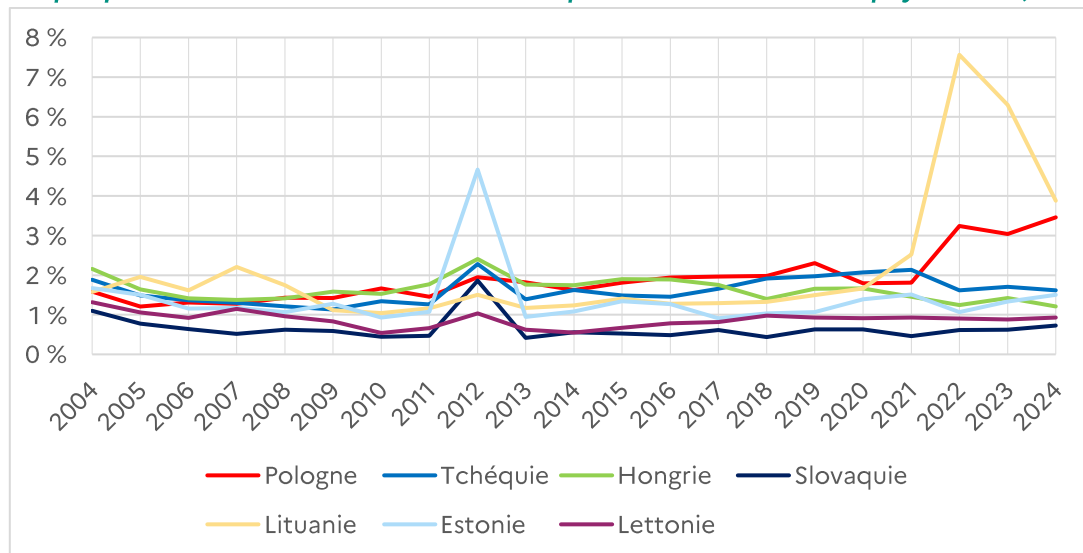


Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Cependant, l'exposition à l'économie américaine via le commerce ECB-Allemagne est à souligner alors que le débouché allemand représente 25 % des exportations de la région, dont une part relève de chaînes de valeurs destinées à la réexportation. L'Allemagne représente notamment 33 % des exportations tchèques et 27 % de celles de la Pologne. Alors que les Etats-Unis représentent à leur tour 10,4 % des exportations allemandes (161 Mds EUR), les variations de la demande américaine, par exemple dans le secteur automobile, se transmettent indirectement en Europe centrale et balte.

Côté importations, la Lituanie (3,9 % en 2024) et la Pologne (3,5 %) se distinguent, tout en présentant une exposition limitée. Les deux pays ont observé un pic de leurs achats américains, notamment la Lituanie (7,6 %), en 2022, année de l'invasion russe de l'Ukraine — graphique 5.

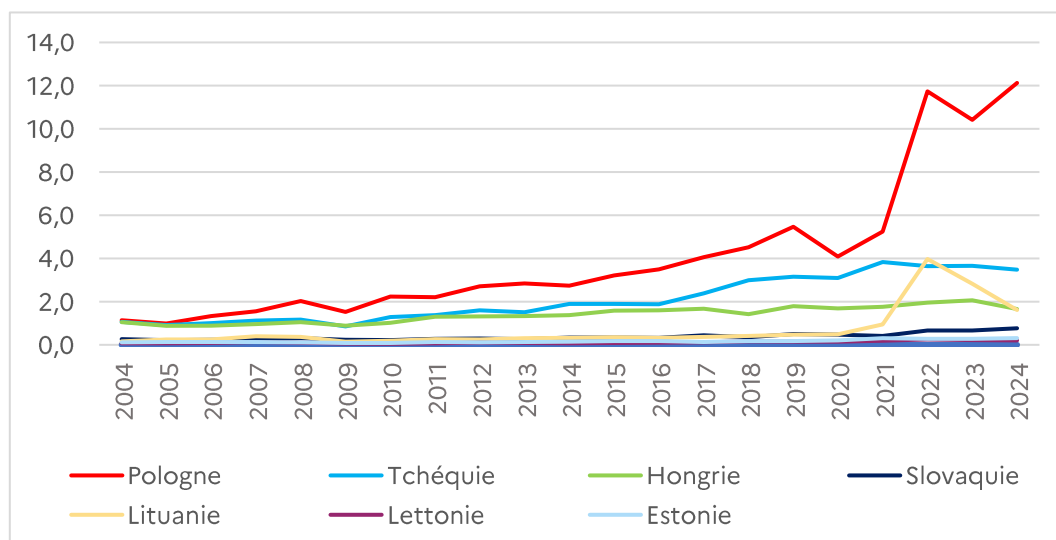
Graphique 5 : Part des Etats-Unis dans les importations de biens des pays d'ECB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Les importations ont connu une évolution similaire à celle des exportations, avec une croissance particulièrement rapide en Pologne, multipliées par dix entre 2004 et 2024 contre une multiplication par cinq en moyenne dans le reste de la région. La Pologne concentre ainsi 60 % des importations de biens américains de la zone, soit 12,1 Mds EUR en 2024. La Lituanie se distingue également : ses achats de biens américains ont été multipliés par dix sur la période (de 157 M EUR en 2004 à 1,6 Md EUR en 2024), un montant équivalent à celui de la Hongrie, alors même que le PIB nominal de cette dernière est près de trois fois supérieur à celui de la Lituanie — [graphique 6](#).

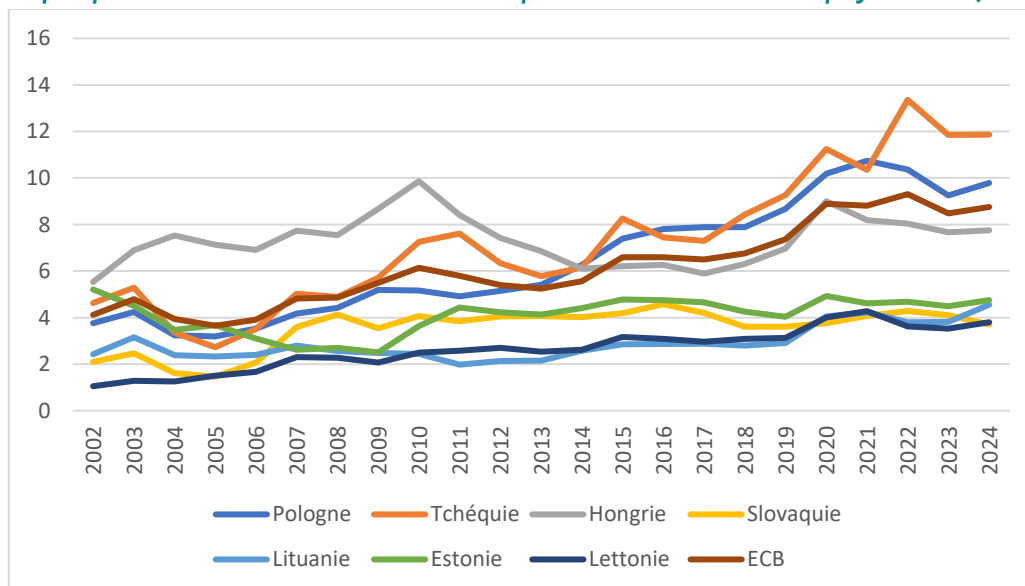
Graphique 6 : Importations de biens des pays d'ECB depuis les Etats-Unis (en Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Cependant, cette évolution est éclipsée en ordre de grandeur par l'évolution de la part de marché chinoise à l'import. Si le géant asiatique ne représentent que 1,2 % des ventes de la région, environ 8,7 % des importations agrégées proviennent de Chine, soit une part de marché doublée en 20 ans. La Tchéquie en particulier importait 12 % de ses biens de Chine en 2024, et la Pologne 10 % — [graphique 7](#).

Graphique 7 : Part de la Chine dans les importations de biens des pays d'ECB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

1.2. Structure des échanges de biens

1.2.1. Exportations

Les exportations de la région vers les Etats-Unis sont dominées par les produits des industries des transports, en particulier automobile et aéronautique. En 2024, les pays d'Europe centrale et balte ont exporté pour 31 Mds EUR de biens vers l'Etats-Unis : (i) les automobiles (code HS 8703) constituent le premier poste, représentant 12,7 % du total régional d'exportation vers les Etats-Unis (soit 3,9 Mds EUR), suivies (ii) des turboréacteurs et turbines (7,7 %, code 8411) et (iii) des batteries électriques (5,0 %, code 8507) :

- Le flux d'exportation d'automobiles (i) est porté principalement par la Slovaquie, dont il s'agit du premier poste d'exportation vers les Etats-Unis (3,1 Mds EUR en 2024). L'industrie hongroise contribue également, les véhicules automobiles constituant le deuxième poste de ses exportations vers le marché américain (722 M EUR).
- Les réacteurs et turbines (ii) représentent le premier poste d'exportation de la Pologne (1,9 Md EUR en 2024) et le deuxième poste de la Tchéquie (375 M EUR).
- Les batteries électriques (iii) occupent une place centrale dans les exportations hongroises vers les Etats-Unis (1^{er} poste, 1,2 Md EUR) et, dans une moindre mesure, polonaises (troisième poste d'exportation vers les Etats-Unis, 375 M EUR).

Au-delà de ces grands postes communs à la région, la ventilation par pays fait apparaître des profils d'exportation différenciés, reflétant les spécialisations nationales :

- Les smartphones et composants (code HS 8517) constituent le premier poste d'exportation de la Tchéquie (456 M EUR) et de l'Estonie (186 M EUR), ainsi que le deuxième de la Lettonie (80 M EUR).
- Les appareils informatiques (code HS 8471) constituent le troisième poste d'exportation de la Tchéquie (336 M EUR) et de la Hongrie (306 M EUR).
- L'industrie du meuble (code HS 9403) représente le quatrième poste d'exportation de la Pologne (346 M EUR) et le troisième de la Lituanie (155 M EUR), tandis que les produits du bois (panneaux standards – code 4410, bois sciés – code 4407) figurent parmi les dix premiers postes d'exportation de la Lettonie.
- Les pneumatiques (code 4011) complètent la spécialisation régionale liée à l'automobile : deuxième poste d'exportation de la Slovaquie (262 M EUR), septième de la Tchéquie (250 M EUR) et dixième de la Hongrie (73 M EUR).
- Enfin, les produits énergétiques (huiles de pétrole et minéraux bitumineux, brutes et raffinées – codes 2709 et 2710) représentent un poste notable pour la Lituanie (458 M EUR, premier poste d'exportation) et pour l'Estonie (60 M EUR).

1.2.2. Importations

Les importations de produits américains en Europe centrale et balte, qui atteignent 20,1 Mds EUR en 2024, reflètent davantage la montée en gamme industrielle et le développement des partenariats énergétiques de la région qu'une intégration particulièrement forte dans les chaînes de valeur américaines. Les pays d'Europe centrale et balte ne représentent en effet qu'environ 6 % des importations totales de produits américains de l'UE, un ratio inférieur à leur poids économique (près de 10 % du PIB de l'Union).

La structure des importations met en évidence la spécialisation aéronautique de plusieurs économies de la région : (i) les turboréacteurs et turbines (code 8411) constituent le premier poste d'importation régional (16,8 % du total), tandis que (ii) les véhicules aériens assemblés (code 8802) occupent le quatrième poste (6,7 %).

Ces achats s'expliquent par la présence dans la région de filiales d'entreprises américaines avec des activités de production, assemblage, et distribution sur le marché européen.

- Les turbines à gaz et turboréacteurs (i) sont le premier poste d'importation de la Pologne (2,4 Mds EUR), de la Tchéquie (511 M EUR) et de la Hongrie (352 M EUR).
- Les véhicules aériens finis (ii) constituent un poste majeur des importations de la Pologne (895 M EUR, quatrième poste), de la Tchéquie (troisième poste) et de la Slovaquie (deuxième poste, 179 M EUR).

Si les exportations régionales sont dominées par l'automobile et l'aéronautique, seule cette dernière s'inscrit dans une réelle chaîne de valeur transatlantique. Les échanges portent sur des pièces d'avions, tandis que les ventes de pièces automobiles américaines dans les pays d'ECB restent marginales - hors Hongrie (126 M EUR, code 8708, deuxième poste) - malgré d'importantes exportations de véhicules finis.

Les importations de produits énergétiques traduisent le renforcement des coopérations entre les économies d'Europe centrale et balte et les États-Unis, favorisées par le contexte géopolitique (cf. infra 4.1. « Énergie »).

Ainsi, en Pologne, les huiles de pétrole et minéraux bitumineux représentent 23 % des importations depuis les États-Unis (2,8 Md EUR), correspondant aux deuxième et troisième postes d'échanges bilatéraux (1,0 Md EUR pour le pétrole brut – code 2709, 1,8 Md EUR pour les produits raffinés – code 2710), suivis des gaz de pétrole et hydrocarbures gazeux (1,0 Md EUR, dont le GNL) puis de la houille et ses dérivés solides (code 2701, 148 M EUR). De façon plus modeste, ce partenariat s'observe avec d'autres économies de la région : la houille et ses dérivés solides sont le premier poste d'importation de la Slovaquie (215 M EUR) et le onzième pour la Tchéquie, avec 47 M EUR.

Parmi les États baltes, la Lituanie est le principal importateur d'hydrocarbures gazeux et gaz de pétrole (430 M EUR, premier poste) et d'huiles de pétrole (398 M EUR pour les huiles brutes, deuxième poste, code 2709, et 38 M EUR pour les huiles non brutes, code 2710). Ce rôle s'explique notamment par la présence du terminal GNL de Klaipėda, qui approvisionne également la Lettonie et l'Estonie. Ces deux pays présentent des flux plus modestes (36 M EUR pour la Lettonie et 23 M EUR pour l'Estonie), bien que les hydrocarbures constituent aussi leurs principaux postes d'importation (respectivement premier et troisième).

En dehors des secteurs aéronautique et énergétique, la structure des importations révèle une part croissante de produits manufacturés intermédiaires, traduisant une intégration accrue de la région dans les chaînes d'approvisionnement américaines.

Les produits électroniques représentent un poste significatif pour la Tchéquie et la Hongrie : le matériel informatique (code 8471) est le deuxième poste d'importation tchèque (380 M EUR), tandis que les smartphones (code 8517) occupent le quatrième poste hongrois (55 M EUR) et le cinquième tchèque (122 M EUR).

Enfin, les importations de matériel militaire courant — hors grands contrats — traduisent le renforcement des partenariats de défense (cf. infra 4.2. « Matériel de défense »). La Pologne a importé 242 M EUR de chars et blindés de combat (code 8710, cinquième poste) et 197 M EUR de bombes et explosifs (code 9306, septième poste), en 2024. La Lituanie a également importé 95 M EUR de blindés et 38 M EUR de produits explosifs, en lien avec la montée en puissance des coopérations transatlantiques en matière de défense.

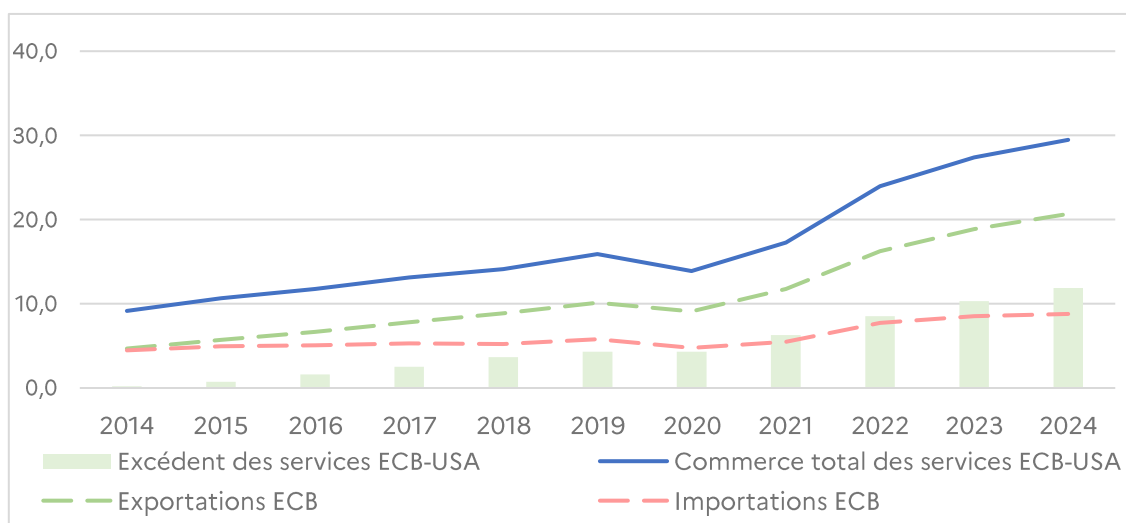
2. Commerce de services

2.1. Principaux agrégats des échanges de services

En 2024, les échanges de services entre les États-Unis et l'Europe centrale et balte (ECB) ont atteint 29,5 Mds EUR, représentant 37 % du commerce total (biens et services) entre les deux zones (80,5 Mds EUR). Ces échanges de services se font en premier lieu avec la Pologne, qui concentre 52,6 % du commerce de services entre les États-Unis et la région, devant la Hongrie (16,6 %) et la Tchéquie (15,9 %). La Slovaquie (2,7 %) et les États baltes (Lituanie : 4,9 % ; Lettonie : 2,4 % ; Estonie : 4,9 %) ne représentent qu'une part secondaire de ces flux. Ceux-ci reflètent en premier lieu la taille des économies, à l'exception de deux pays : les échanges avec l'Estonie sont relativement importants au regard de son PIB, tandis qu'ils restent faibles pour la Slovaquie.

Les exportations de services de la région vers les États-Unis (20,7 Mds EUR en 2024) dépassent nettement les importations (8,8 Mds EUR), soit un excédent de +11,9 Mds EUR et un taux de couverture des services de l'Europe centrale et balte vis-à-vis des États-Unis nettement positif (235 %). Si l'UE enregistre un déficit bilatéral dans le commerce de services (-148 Mds EUR), toutes les économies d'ECB présentent un solde positif, la Pologne en tête avec un excédent de +6,5 Mds EUR, devant la Tchéquie (+2,0 Mds EUR) — [graphique 8](#).

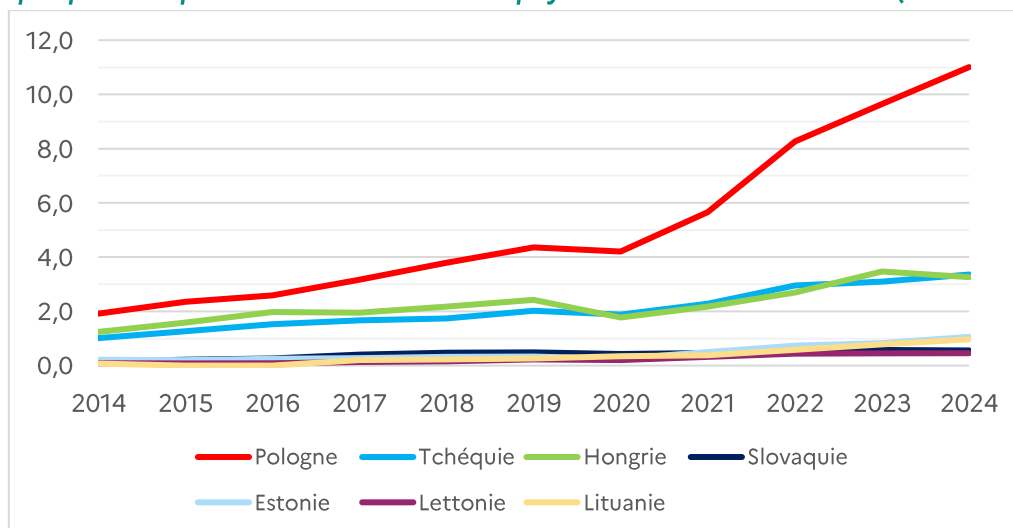
Graphique 8 : Echanges de services entre les États-Unis et les pays d'ECB (en Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Sur les dix dernières années, les exportations de services ont enregistré une croissance soutenue (+341 %), nettement supérieure à celle des importations (+97 %), permettant à la région de dégager un excédent structurel avec les États-Unis. Cette dynamique est portée en premier lieu par la Pologne, qui concentre 57 % de la progression des exportations sur la décennie, suivie de la Tchéquie (15 %) et de la Hongrie (13 %) — [graphique 9](#).

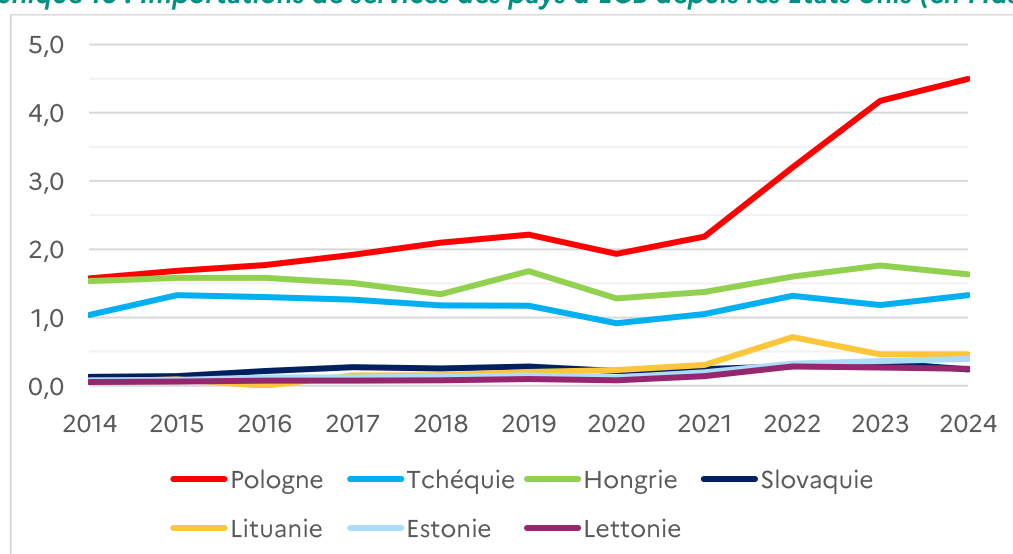
Graphique 9 : Exportations de services des pays d'ECB vers les Etats-Unis (en Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Côté importations, la région a enregistré une progression de +97 % sur dix ans, avec des évolutions comprises entre 83 % et 390 %. La Hongrie se distingue comme le pays de la zone ayant le plus stabilisé ses achats, avec une hausse de +98 M EUR sur 10 ans, soit seulement +6,4 % pour ce hub historique de centres de services — **graphique 10**.

Graphique 10 : Importations de services des pays d'ECB depuis les Etats-Unis (en Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

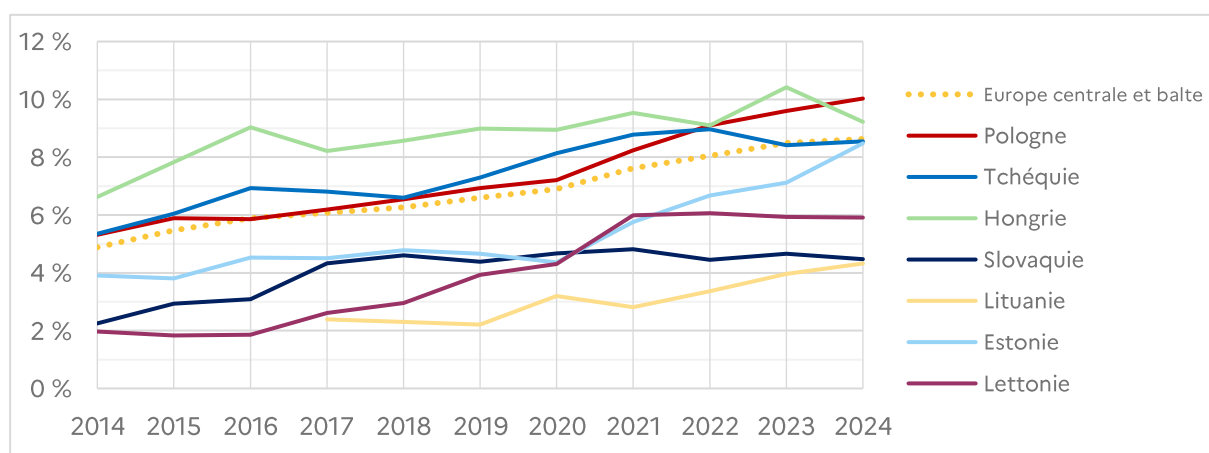
L'exposition des économies de la région à l'offre et à la demande américaines de services est plus élevée que pour les biens mais reste nettement inférieure à la moyenne européenne. Les Etats-Unis ne représentent que 7,2 % du commerce total de services de la région, laquelle échange davantage avec l'UE (66,5 %).

En 2024, les Etats-Unis représentaient 5,2 % des importations et 8,6 % des exportations de la zone, des parts supérieures à celles observées pour les biens, mais modestes comparées à l'ensemble de l'UE (21,5 % des exportations et 35,4 % des importations). **En matière d'exportations**, la Pologne (10,0 %), la Hongrie (9,2 %) ainsi que la Tchèque et l'Estonie (toutes deux à 8,5 %) apparaissent comme les plus exposées à la demande américaine.

Ce débouché commercial s'est renforcé au fil du temps, les exportations des pays d'ECB passant de 4,7 Mds EUR en 2014 à 20,7 Mds EUR en 2024, soit **une multiplication par trois en dix ans**. Cette dynamique est particulièrement marquée pour la Lituanie, dont les ventes vers les Etats-Unis sont passées de 70 M EUR en 2014 à 966 M EUR en 2024 (multiplication par 13), ainsi que pour la Pologne, dont les exportations ont été multipliées par plus de cinq sur la même période, passant de 1,9 Md EUR à 11,1 Mds EUR.

La part des Etats-Unis dans les exportations de services des pays d'ECB a ainsi connu une **croissance importante** : elle représentait 4,9 % en 2014 et 8,6 % en 2024. La Pologne (+ 4,7 points de pourcentage entre 2014 et 2024) et l'Estonie (+4,6 points) enregistrent les progressions les plus marquées — **graphique 11**.

Graphique 11 : Part des Etats-Unis dans les exportations de services des pays d'ECB (en %)

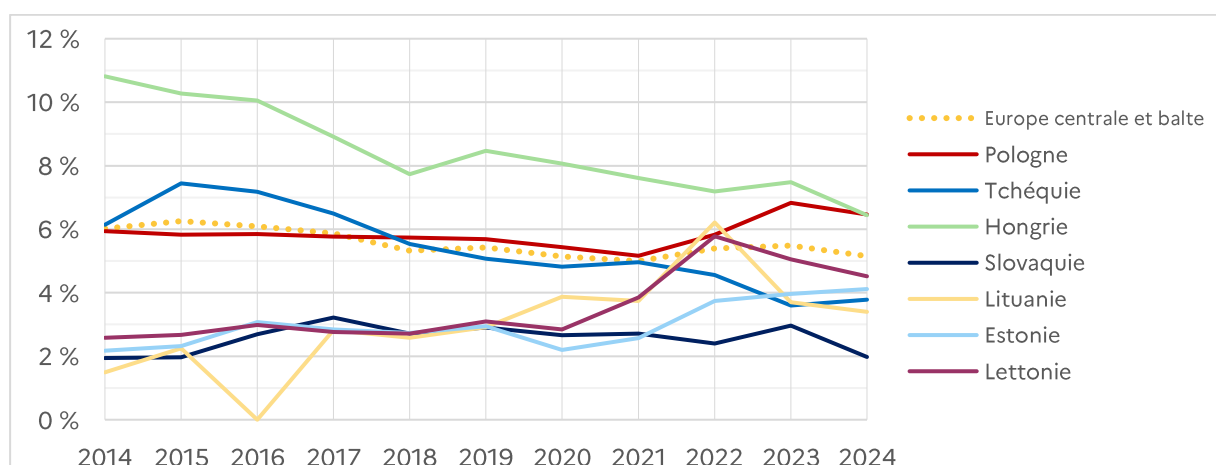


Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Côté importations, la Pologne (6,5 %) et la Hongrie (6,4 %) se distinguent, tandis que les autres pays de la région présentent des taux compris entre 2,0 et 4,5 %.

Contrairement aux exportations, les économies de la zone ont globalement réduit leur exposition à l'offre américaine. La part des États-Unis dans les importations de services est passée de 6,0 % en 2014 à 5,2 % en 2024. Cette évolution résulte notamment de la forte baisse enregistrée en Hongrie (-4,4 points) et en Tchéquie (-2,4 points) sur la période. À l'exception de la Slovaquie, qui est restée stable, l'exposition a en revanche augmenté pour les pays baltes (+1,9 point chacun) et pour la Pologne (+0,5 point) — **graphique 12**.

Graphique 12 : Part des Etats-Unis dans les importations de services des pays d'ECB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

2.2. Structure des échanges de services

Les services des technologies de l'information et de la communication (TIC) dominent largement les échanges, représentant 34 % du total (soit 10 Mds EUR), contre 14 % pour l'ensemble de l'UE. Les services de transport constituent un autre pilier, avec 12,3 % des flux (contre 9,4 % pour l'UE).

2.2.1. Exportations

Les exportations de la région vers les États-Unis sont principalement composées de services TIC et de services de transport, en cohérence avec les ventes de produits.

L'excédent de la région ECB est supporté par d'importantes exportations régionales, qui s'élèvent à 20,7 Mds EUR.

Les TIC constituent le principal poste d'exportation régionale de services vers l'économie américaine, avec 8,1 Mds EUR en 2024, soit 39 % des exportations régionales, et génèrent un excédent sectoriel de +6,2 Mds EUR. La moitié de ces ventes est réalisée par la Pologne (4 Mds EUR, pour un excédent bilatéral sectoriel de +3,1 Mds EUR), suivie de la Tchéquie (1,5 Md EUR d'exportations et 1,2 Md EUR d'excédent) et de l'Estonie (728 M EUR d'exportations, 520 M EUR d'excédent).

Malgré des montants plus modestes, les pays baltes et la Slovaquie réalisent une part importante de leurs exportations de services aux États-Unis dans ce domaine : 69 % pour l'Estonie, 67 % pour la Slovaquie et 64 % pour la Lituanie.

Les services de transport représentent le deuxième poste des exportations régionales (1,8 Md EUR en 2024), dont plus de 60 % proviennent de la Pologne (1,1 Md EUR), suivie de la Hongrie (286 M EUR) et de la Tchéquie (225 M EUR). Cette spécialisation reflète l'importance régionale des industries logistiques. Le secteur est proche de l'équilibre au niveau régional, avec un déficit sectoriel de 39 M EUR sur un flux total de 3,6 Mds EUR (importations et exportations comprises).

Enfin, les revenus issus de la propriété intellectuelle (1,4 Md EUR d'exportations vers les États-Unis en 2024) permettent à la région de dégager un léger excédent bilatéral, contrastant avec le reste de l'UE. Alors que l'UE affiche un solde de -166 Mds EUR sur ce poste, l'Europe centrale et balte présente un excédent notable de +514 M EUR. La Hongrie et la Tchéquie sont excédentaires, tandis que les autres économies d'Europe centrale affichent de faibles déficits (-115 M EUR pour la Pologne) ou quasi-équilibre (-12 M EUR pour la Slovaquie, -3 M EUR pour la Lettonie, -1 M EUR pour l'Estonie).

2.2.2. Importations

Les importations de services des pays d'ECB depuis les États-Unis s'élèvent à 8,8 Mds EUR et présentent une structure similaire aux exportations, avec une prépondérance des services numériques et des services de transport.

Ces deux secteurs représentent des parts comparables : les achats de services américains concernent principalement (i) les technologies de l'information et de la communication (1,9 Mds EUR en 2024, soit 21,4 % des importations de services) et (ii) les services de transport (1,8 Mds EUR, soit 20,9 %). Les achats liés à la propriété intellectuelle constituent le troisième poste d'importation de la région, avec 941 M EUR (10,7 %).

Les services numériques (i), sont portés par la Pologne (986 M EUR, soit 52 % du total régional). Alors que ce secteur ne représente en moyenne que 9,4 % des importations de services de l'UE, il occupe une place particulièrement importante pour l'Estonie (208 M EUR, soit 53 % des importations bilatérales de services en 2024) et la Lituanie (170 M EUR, soit 38 %), reflétant l'importance du secteur dans l'écosystème numérique de ces deux pays.

Le principal déficit sectoriel de la région avec les États-Unis concerne les services d'assurance et de fonds de pension (-298 M EUR), essentiellement porté par la Pologne. Avec 292 M EUR d'importations, ce pays concentre 90 % du total régional et enregistre un déficit sectoriel de 277 M EUR.

3. Investissements directs

3.1. IDE américains vers les pays d'Europe centrale et balte

Les États-Unis constituent des investisseurs étrangers majeurs pour la région. En 2023, le stock d'IDE américains dans les pays d'ECB atteignait 55,9 Mds EUR (OCDE), principalement concentrés dans les pays du groupe de Visegrad (46,8 Mds EUR), dont 48,7 % en Pologne.

La structure sectorielle des IDE américains dans la région privilégie l'industrie (28 %), suivie de la science et technique (21 %), de la finance et assurance (12 %) et des TIC (11 %), selon Eurostat.

Ainsi, le stock d'IDE américains en Pologne s'élevait à 27,2 Mds EUR en 2023, faisant des États-Unis le troisième investisseur étranger, représentant 9 % du total des IDE. Près de 1 600 filiales y sont implantées, majoritairement dans le secteur manufacturier (près de la moitié du stock), couvrant notamment la production de véhicules, de pièces automobiles et aéronautiques, ainsi que les secteurs énergétique et numérique.

Dans le reste du groupe de Visegrad, les investissements américains sont moins importants : la Tchéquie accueille un stock de 9,9 Mds EUR, la Hongrie 9,5 Mds EUR et la Slovaquie 300 M EUR.

Si les États-Unis figurent parmi les principaux investisseurs dans le groupe de Visegrad, leur poids relatif est plus faible dans les pays baltes. En Lituanie, le stock d'IDE américains s'établit à 6,0 Mds EUR, soit 5 % du total des IDE dans le pays, principalement dans l'industrie chimique et pharmaceutique. Les États-Unis sont le 16^e investisseur étranger en Estonie, avec 2,8 Mds EUR, et le 14^e en Lettonie, où le stock atteint 377 M EUR à la fin du deuxième trimestre 2023, principalement dans les secteurs financier, manufacturier et immobilier.

3.2. IDE des pays d'Europe centrale et balte vers les États-Unis

En 2023, les pays d'ECB affichaient un stock d'IDE nets aux États-Unis de 9,2 Mds EUR. Les pays du groupe de Visegrad y investissent modestement (4,1 Mds EUR fin 2023) au regard de la taille de leurs économies. Le stock d'IDE polonais aux États-Unis est nettement inférieur à la réciproque américaine (690 M EUR contre 27 Mds EUR), de même pour ceux de la Hongrie (1,1 Md EUR contre 9,5 Mds EUR), de la Tchéquie (1,9 Md EUR contre 9,8 Mds EUR) et de la Slovaquie (17 M EUR contre 299 M EUR).

A l'inverse, les pays baltes investissent de façon significative sur le continent américain. Les États-Unis sont en 2024 la première destination des IDE lituaniens, avec un stock de 4,5 Mds EUR, soit 37,9 % des IDE lituaniens à l'étranger et 11 % des investissements de la région aux États-Unis, concentrés quasi exclusivement sur les activités technologiques et scientifiques. Les entreprises estoniennes détiennent un stock net de 468 M EUR aux États-Unis en 2023,

tandis que les IDE lettons y représentent environ 61 M EUR, faisant des Etats-Unis la 13^e destination des IDE lettons.

4. Partenariats sectoriels

Les États-Unis comptent parmi les partenaires clés des pays d'Europe centrale et balte, tant pour la diversification de leurs approvisionnements énergétiques que pour la fourniture d'armements.

Zoom sur l' « initiative des Trois Mers » (3SI)

L'Initiative des Trois Mers (Three Seas Initiative) est un cadre de coopération entre 13 économies européennes situées entre les mers Baltique, Noire et Adriatique (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Autriche, Croatie, Roumanie, Grèce et Bulgarie), et visant à relier les réseaux de transports, d'énergie et les infrastructures numériques des pays de la région dans un double objectif de croissance et de sécurité.

Fruit d'un diagnostic des Etats-Unis que le projet européen faisait l'objet d'une réalisation inégale à l'Ouest et à l'Est, ce projet est formalisé par la Pologne et la Croatie en 2015 aux Nations Unies, et a fait depuis l'objet d'un investissement singulier des Etats-Unis. Il est ainsi devenu au fil des années, un cadre de coopération économique transatlantique.

Sur un plan opérationnel, l'Initiative repose sur l'organisation chaque année d'un sommet, réunissant les treize États membres aux côtés d'Etats invités et des institutions européennes, et sur un fonds d'investissement dédié depuis 2019.

En juillet 2017, le président américain Donald Trump avait participé à l'initiative lors du Sommet à Varsovie, insistant sur la nécessité pour les économies de la zone de « ne jamais être à la merci d'un seul fournisseur d'énergie ». L'invasion de l'Ukraine en 2022 a accéléré la mise en œuvre des principes directeurs de l'Initiative, alors que cinq Etats membres partagent une frontière avec l'Ukraine.

Le fonds d'investissement de l'initiative, d'une valeur de 1,2 Md EUR, finance les projets de coopérations énergétiques et numériques visés par l'Initiative, et devrait atteindre à terme 5 Mds EUR. Ses investissements ont dans un premier temps été concentrés sur la Pologne et l'Estonie, et couvrent progressivement l'ensemble des Etats membres.

L'Initiative pourrait faire l'objet d'une attention renforcée selon le conseiller aux affaires étrangères du président polonais, consécutifs à la rencontre en septembre ce dernier et son homologue américain.

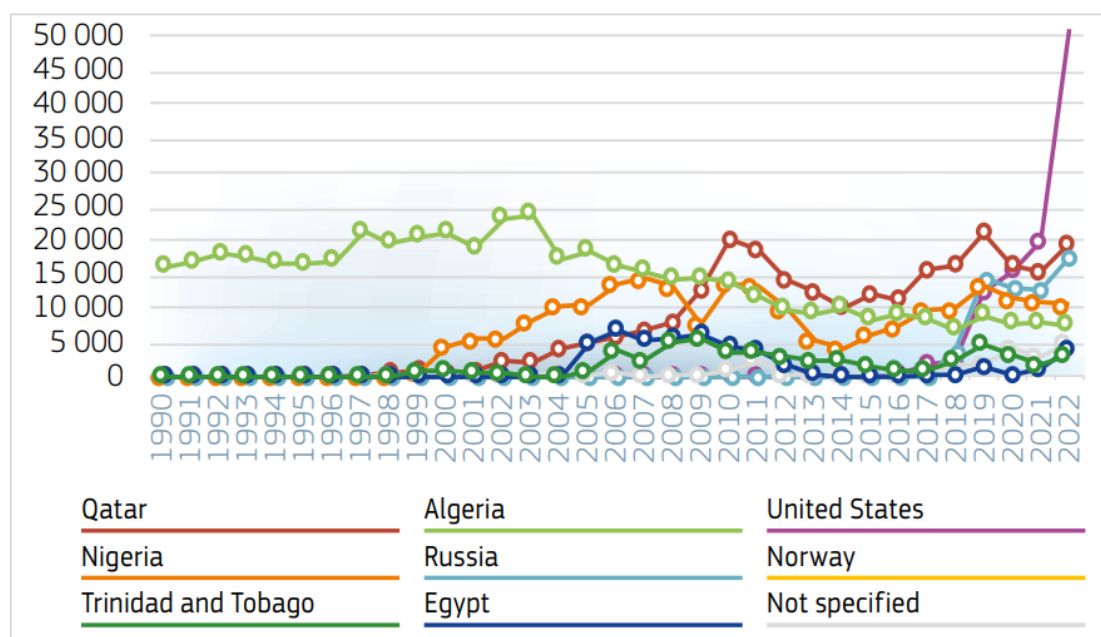
4.1. *Energie : les Etats-Unis, partenaire de la diversification des pays d'ECB*

Les États-Unis contribuent à la stratégie des pays de la région visant à réduire leur dépendance à la Russie et à décarboner leur mix énergétique.

4.1.1. *Gaz naturel liquéfié (GNL)*

Depuis l'invasion de l'Ukraine, la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie a laissé place, dans une certaine mesure, à une nouvelle dépendance envers les États-Unis — **graphique 13**.

Graphique 13 : Top 5 des fournisseurs extra-européens de GNL en volume (M m³) (UE27-2020)



Source : Eurostat (avril 2024)

En tant que fournisseur de GNL et partenaire du premier projet de centrale nucléaire, les États-Unis sont un partenaire-clé de la transition énergétique en Pologne. En effet, le gaz à court terme, puis le nucléaire à moyen terme, figurent parmi les piliers du remplacement du charbon en tant que capacité de production pilotable d'électricité. En 2024, les importations de GNL américain ont représenté la moitié de la valeur du GNL importé en Pologne, devant les importations en provenance du Moyen-Orient. Les extensions successives des capacités de stockage et de transformation de GNL, notamment au terminal de Świnoujście, font de la Pologne une plateforme régionale de la diversification énergétique.

Pour la Hongrie et la Slovaquie, qui n'ont pas d'accès maritime, les approvisionnements restent pour l'instant principalement assurés par gazoduc, mais **des réflexions sont en cours pour faciliter l'accès à des sources d'énergie alternatives à la Russie**, en ligne avec les objectifs européens de réduction de dépendance énergétique.

4.1.2. Electricité d'origine nucléaire

Les énergéticiens américains sont des partenaires importants des économies d'Europe centrale et balte, lesquelles misent de plus en plus sur l'énergie nucléaire pour accélérer la décarbonation de leur mix énergétique. Ainsi, tous les pays de la région participent au programme américain SPRING (SMR Pan-Regional Interest Nuclear Group), lancé à Varsovie en septembre 2025. Cette initiative, intégrée au programme du département d'État américain FIRST (Foundational Infrastructure for Responsible Use of SMR Technology), vise à faciliter le déploiement à grande échelle de petits réacteurs modulaires (SMR) en Europe, via des transferts d'expertise et des coopérations scientifiques. Dans ce cadre, le Département d'État a également lancé le programme complémentaire NEXT (Nuclear Expediting the Energy Transition), destiné à soutenir les pays d'Europe centrale dans la préparation réglementaire et technique au déploiement des SMR. La Slovaquie en est l'un des premiers bénéficiaires.

Le projet de première centrale nucléaire polonaise, officialisé en novembre 2022, associe des entreprises américaines à plusieurs étapes : conception, déploiement technologique, construction, financement et assurance. La Pologne a choisi en gré à gré la technologie AP1000 de Westinghouse, impliquant également le groupe BTP Bechtel et l'assureur-crédit Eximbank. Par ailleurs, la major polonaise Orlen a opté pour la technologie BWRX-300 de GE Hitachi Nuclear Energy pour son programme de petits réacteurs modulaires (SMR). **Ces entreprises américaines sont également partenaires du développement du parc nucléaire hongrois**, où le gouvernement prévoit de déployer plusieurs SMR à partir de 2030.

En Tchéquie, Westinghouse sera un contributeur clé à la construction de deux nouveaux réacteurs à Dukovany, en qualité de partenaire ou de sous-traitant du coréen KHNP, avec lequel il a signé en janvier 2025 un accord de coopération prévoyant leur collaboration sur plusieurs projets nucléaires en Europe centrale.

La Slovaquie, pays du groupe de Visegrad disposant des plus importantes capacités nucléaires, **coopère de longue date avec les acteurs américains pour l'entretien de ses infrastructures et les travaux publics**. Les entreprises américaines pourraient aussi intervenir dans le projet de nouvelle centrale de Jaslovské Bohunice, dont la mise en service des réacteurs est prévue pour 2038. En effet, en septembre, le gouvernement a approuvé un accord intergouvernemental avec les Etats-Unis (en attente de sa signature) qui favorise Westinghouse dans l'acquisition de ce projet d'une centrale de 1 200 MW.

Dans les pays baltes, les entreprises américaines sont impliquées dans des projets en cours de développement. Un partenariat a été signé avec l'Estonie en 2022 et avec la Lituanie en 2024, dans le cadre du programme FIRST. En Estonie, deux SMR devraient être mis en service dès 2035 selon la société privée Fermi Energia, en charge du projet. Cette dernière prévoit un début des travaux en 2031 et collabore avec le consortium canado-britannique OPG–Aecon–Jacobs, tandis que GE Hitachi fournit les plans de conception. La Lituanie a également entamé en 2024 des réflexions sur la construction de plusieurs réacteurs modulaires à moyen terme.

4.2. Matériel de défense : un partenariat commercial historique

La montée des risques géopolitiques sur le flanc Est de l'Europe a accéléré le commerce d'armement entre l'Europe centrale et balte et les États-Unis, et a donné lieu à de nouvelles formes de coopération, notamment budgétaires et financières.

4.2.1. Equipements de défense

Dans le domaine militaire, les États-Unis sont un partenaire historique de la région, et en particulier pour la Pologne. Entre 2004 et 2024 la région a représenté 2,4 % des achats mondiaux d'armes américaines, et la Pologne a acheté autant d'armes que l'ensemble des autres pays d'Europe centrale et balte réunis. Les acquisitions polonaises incluent F-35, tanks Abrams, hélicoptères Apache, systèmes HIMARS et Patriot, missiles, drones, etc. Selon le Sipri, en 2024, la Pologne représentait à elle seule près de 2 % des exportations américaines d'armes, soit plus que le reste de la région agrégé. Les volumes achetés ont quintuplé entre 2021 et 2022, en réaction à l'invasion de l'Ukraine. La Slovaquie (achats de 14 avions de chasse F16) et la Hongrie suivent comme deuxième et troisième importateurs régionaux. La Tchéquie a également renforcé sa coopération avec les États-Unis, avec la commande de 24 avions F-35, un contrat signé en janvier 2024 pour un montant d'environ 3,7 Mds EUR.

Dans les pays baltes, les États-Unis sont le partenaire stratégique principal. La Lituanie est le premier acheteur balte, avec plus de 60 projets d'acquisition en cours, tandis que l'Estonie développe ses achats depuis 2022.

4.2.2. Partenariats financiers et budgétaires

Face à une demande croissante, certains partenariats commerciaux se doublent désormais de soutien financier.

La Pologne est le premier bénéficiaire du Foreign Military Financing Program américain en 2024, avec plus de 10 Mds EUR sur 2022-2024. Depuis 2022, les États-Unis ont également mis en place des prêts et garanties pour soutenir le renforcement des capacités polonaises, afin d'atteindre l'objectif de 5 % du PIB dédié à la Défense.

Pour les pays baltes, le partenariat commercial se complète d'un soutien budgétaire dans le cadre de la Baltic Security Initiative. En 2024, le Congrès américain a adopté un financement d'environ 210 M EUR destiné à l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ciblant le développement de la défense aérienne, de la reconnaissance maritime et des forces terrestres.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr